

La sélection de l'immigration et l'intégration économique des immigrants : quelle place dans les programmes des partis politiques?

Annick Germain, Ph. D.
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture Société

L'immigration est-elle importante pour le Québec? On peut en douter à la lecture des programmes des partis politiques qui la relèguent souvent en fin de programme. Mais surtout elle semble souvent associée à des problèmes, qu'on n'aborde donc qu'avec réticences. Une exception, le PLQ, qui y voit une source de « talents » utiles pour notre économie du savoir et pense donc « recrutement » accéléré, particulièrement au chapitre des étudiants étrangers (notamment ceux qui s'inscrivent dans des écoles de métier où la demande est grande). Sur le nouveau Bureau de recrutement qu'il entend créer, seraient, fort heureusement, invités à siéger les représentants des institutions de haut savoir. Pour le reste, le PLQ se contenterait d'améliorer les politiques actuelles, non sans tenter de mieux arrimer la sélection des immigrants aux besoins du marché du travail (par exemple, donner plus de points aux candidats ayant des offres d'emploi validées, surtout en région).

Le ton est très différent à la CAQ qui envisage un sérieux coup de barre face à un constat d'échec assez documenté concernant les faibles taux d'emploi et la déqualification professionnelle de nombreux arrivants. On est par contre plus flou concernant le nombre dit considérable d'immigrants admis à titre de réunification familiale, et les vertus magiques de la connaissance du français dans l'intégration économique. Mais les moyens envisagés sont étonnants et politiquement risqués car ils passent par une renégociation de l'entente Canada-Québec, entente que toutes les autres provinces nous envient. En attendant, on prend une pause de deux ans en ramenant à 45 000 le nombre d'immigrants admis annuellement, le temps d'améliorer la performance de la politique d'intégration particulièrement au chapitre du français. En même temps, et cela paraît contradictoire, la CAQ reconnaît l'importance de l'immigration dans l'évolution démographique du Québec pour parer à une diminution par trop brutale de son poids dans l'ensemble canadien.

Le programme du PQ est quant à lui moins radical que celui de la CAQ qui retirerait le certificat de sélection aux candidats n'ayant pas décroché d'emploi deux ans après l'obtention d'un visa de travail octroyé par le gouvernement fédéral. Mais il n'est pas plus clair et aborde l'immigration de reculons. Il est question de conditions liées à la connaissance du français, à l'employabilité et à la sécurité (??) avant l'arrivée au Québec, le tout dans une approche dite républicaine, jamais définie. On mise beaucoup sur la francisation pour atteindre une adéquation entre les seuils d'immigration et la capacité d'intégration de la société québécoise. L'immigration est reléguée à la fin du programme du PQ.

Le programme de QS tranche avec les trois autres, car s'il est peu question d'accueil et de sélection des immigrants, on se préoccupe avant tout des droits des nouveaux arrivants. L'accent est mis de façon détaillée et concrète sur des mesures destinées à protéger les droits des travailleurs étrangers sous permis temporaire, une question de plus en plus importante au Québec comme au Canada. QS propose aussi d'abroger le délai de carence exigé des personnes nouvellement arrivées pour l'assistance-emploi et l'assistance maladie.

Au total, le dossier de l'immigration se fait un peu partout assez discret, et quand on en parle de façon vigoureuse, ce n'est pas nécessairement sous un jour intéressant.